

LES CONVERSATIONS TOCQUEVILLE

4^e édition, 8-9 juillet 2022

Françoise MÉLONIO

Les Conversations, organisées depuis 2018 au Château de Tocqueville, en partenariat avec la Fondation Tocqueville, Laure Mandeville du Figaro qui en est la conceptrice intellectuelle, l'Atlantic Council et la Friedrich Naumann Foundation, bénéficient de l'appui des collectivités territoriales de Normandie. Elles se proposent de faire dialoguer ensemble des hommes politiques, des universitaires, des responsables de fondations, principalement européens et américains. [NDR]

L'OCCIDENT FACE À POUTINE

Les précédentes Conversations avaient été consacrées à la crise de la démocratie en France et aux Etats-Unis¹. Celles de 2022, fidèles au souci d'aborder les enjeux contemporains dans un esprit tocquevillien, ont porté sur ce qui nous obsède tous aujourd'hui : la guerre en Ukraine, que Moscou présente comme une guerre de civilisation contre les démocraties libérales de l'Occident.

L'œuvre de Tocqueville fut moins présente que dans les sessions précédentes, signe que s'il est célébré comme penseur de la démocratie américaine, on méconnaît encore son intérêt pour les relations internationales auxquelles il consacra pourtant beaucoup de ses discours à la Chambre. Rappelons que son seul poste de ministre fut celui des Affaires étrangères en 1849, année cruciale où le printemps des peuples fut anéanti par ce qu'il appelait les « choses

vieilles », les empires russe et austro-hongrois. Cette expérience, qui ne fut pas heureuse, n'est pourtant pas sans enseignement pour nous. Ministre novice dans un monde où les autocraties recouraient à des diplomates chevronnés, il fut accusé par eux de faire de la diplomatie à l'eau de rose, la politique libérale des démocraties étant interprétée comme un signe de faiblesse. Tocqueville n'était pas si naïf que le prétendent les réalistes : il avait la conviction que sur le long terme les démocraties l'emportent sur la force brutale des empires par leur capacité à mobiliser leurs populations pour la défense de la liberté – analyse qu'on espère prophétique et que rappela Jean-Guillaume de Tocqueville dans son mot d'accueil.

Les Conversations 2022, centrées donc sur l'immédiat contemporain, suivirent la chronologie de la guerre en Ukraine : d'abord les causes de la catastrophe qui incluent à la fois la nature du régime soviétique et la responsabilité éventuelle de l'Occident par ses provocations, ses aveuglements ou ses renoncements, puis la réflexion sur l'état présent et enfin les perspectives d'avenir, diplomatiques et militaires.

ORIGINES DE LA CATASTROPHE

Les causes du conflit furent évoquées dès l'ouverture par Alain Juppé, ancien premier ministre français. Le risque était grand d'en rendre responsable la crise des démocraties occidentales, longuement décrite dans les Conversations précédentes. Les Français ont, comme on sait, un goût invétéré pour l'autoflagellation. Après la défaite de 1870 ils érigèrent un Sacré Cœur ; après celle de 1940 un bon nombre s'abîma dans la repentance. Notre Sacré Cœur aujourd'hui est immatériel, c'est la méditation morose sur la décadence liée à l'individualisme, au wokisme, à l'athéisme et autres « ismes » délétères. Mais nous ne sommes pas vaincus...

Peu cédèrent donc à la déploration des faiblesses de nos démocraties au cours de ces deux journées, bien moins que dans les sessions précédentes. Car comme le souligna d'emblée Alain Juppé, l'énumération de nos insuffisances conforte la propagande de Poutine, persuadé que la Russie incarne les valeurs face à un libéralisme obsolète et un Occident en décadence. Nous sommes à la croisée des chemins : l'Europe peut choisir entre puissance et servitude. Elle a cru aveuglément à un partenariat avec la Russie, peut-être parce qu'elle était hantée par le souvenir du fiasco de la

croisade de Bush (à quoi on pourrait ajouter d'autres fiascos d'interventions qui se crurent libératrices...). Cet aveuglement n'est plus tenable : nous vivons, selon Alain Juppé, un Moment européen ; l'attractivité de l'Europe est attestée par les demandes d'adhésion mais l'élargissement à l'Est s'est fait sans réflexion sur l'architecture européenne. Le moment est venu de repenser cette architecture afin de faire émerger une Europe-puissance faute de quoi nous serons réduits à devenir vassaux de deux empires, l'un ami mais qui défend d'abord ses intérêts et l'autre ennemi. Ce plaidoyer pour l'Europe a été un des caractères marquants des discussions qui ont suivi.

LA 1^{ÈRE} TABLE RONDE INTITULÉE « ANATOMIE DE L'INVASION RUSSE »

Cette première table ronde du 8 juillet avait pour modératrice l'écrivaine Galia Ackerman, journaliste à RFI de 1988 à 2010, née en Russie et installée en France depuis 1984. Secrétaire générale du Forum européen pour l'Ukraine, elle s'éleva d'emblée contre ceux qui présentent l'agression de Poutine comme la riposte, compréhensible sinon excusable, à une tentative d'encerclement de la Russie par l'Occident. Les trois intervenants, un philanthrope, un historien et un diplomate, développèrent tous trois cette affirmation d'une responsabilité exclusivement russe – et même poutinienne – du conflit.

Tous trois ont en commun d'avoir une connaissance approfondie de l'Europe de l'Est : le russe Garry Kasparov, champion du monde d'échecs et chairman de Renew Democracy Initiative, le polonais Andrzej Nowak, professeur à l'Université de Cracovie, spécialiste de l'histoire culturelle et politique de l'Europe au XIX^e et XX^e siècles et particulièrement des relations russo- polonaises, et l'américain Daniel Fried qui au cours de sa carrière de 44 ans dans la diplomatie américaine fut conseiller de Clinton et de Bush, ambassadeur en Pologne et depuis 2014 coordonne la politique de sanctions à égard de la Russie.

Pour Garry Kasparov les prémisses de l'agression remontent à 1991 et à l'effondrement de l'Union soviétique. Alors que l'Ukraine s'engage dans une transition démocratique, la Russie lance une politique d'expansion en Géorgie et en Crimée – sans réaction de l'Occident, on conçoit que Poutine s'en soit senti encouragé. De fait dès le conflit avec la Géorgie en 2008, Poutine déclare que l'Ukraine

n'est pas un État et coupe dans les dépenses sociales pour acheter de l'or et financer des armes.

Andrzej Nowak prolonge cette analyse en étudiant le discours de Vladimir Poutine lors d'une célébration symbolique : l'inauguration en novembre 2016 de la statue géante (17,5 mètres !) de celui dont il porte le nom, le Prince Vladimir qui au X^e siècle a converti au christianisme la Russie kievienne : belle occasion pour Poutine de faire l'éloge de « l'unificateur et le défenseur des terres russes », « homme politique visionnaire ». La notion de terres russes – Russky Mir – englobe trois éléments : russe, biélorusse et ukrainien ; elle est au cœur de l'idéologie poutinienne qui assimile l'usage de la langue russe à une identité nationale. Le « russky Mir » s'accompagne de l'idée que l'Occident est corrompu et qu'il faut donc le faire éclater... objectif raté, note Nowak, puisque l'agression a eu pour résultat d'unir l'Europe et de revivifier l'Otan...

Daniel Fried revient sur l'erreur de ceux qui considèrent l'élargissement de l'Otan vers l'Est comme une provocation, source du conflit. L'hostilité à l'élargissement de l'Otan a eu ses partisans aux États-Unis, notamment George Kennan. En 1994 encore, à Prague, Clinton essaya de convaincre les pays de l'Europe de l'Est de rester hors de l'Otan : ils ont refusé. À juste titre selon Fried ; aujourd'hui l'Ukraine n'est pas davantage la propriété de la Russie que ne l'était la Pologne. Reste donc à renforcer l'assistance militaire, l'aide logistique et les sanctions. Quant à espérer une destitution de Poutine par les Russes, tous les intervenants en doutent ; on ne fait pas aisément tomber une dictature.

LA 2^E TABLE RONDE INTITULÉE « OCCIDENT : ANATOMIE D'UN AVEUGLEMENT STRATÉGIQUE »

Cette deuxième table ronde reprend la question de la responsabilité en se centrant cette fois-ci sur l'Occident. Modérée par Mary Kissel, conseillère du secrétaire d'État Mike Pompeo d'octobre 2018 à janvier 2021, auparavant journaliste au *Wall Street Journal* et à *Fox News* en 2017-2018, la table ronde fit intervenir trois grandes figures de la diplomatie européenne : Gabrielius Landsbergis, député européen en 2014, ministre des Affaires étrangères de Lituanie ; Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères en France ; Stefanie Babst, allemande, qui après avoir enseigné sur la Russie et l'Europe de l'Est à l'Université militaire de la Bundeswehr à

Hambourg, est entrée comme diplomate à l'Otan et de 2006 à 2012 y a assisté le secrétaire général avant de diriger jusqu'en 2020 l'équipe de prospective stratégique de l'Otan.

Stéphanie Babst reconnaît le long aveuglement de l'Europe ; l'Allemagne, la France et l'Italie ont continué à envoyer en Russie le matériel militaire commandé par les Russes avant 2014. Le sommet de Madrid en juin 2022 a donné lieu à des prises de position plus vigoureuses mais sans guère de décisions concrètes ; l'Otan a énuméré ce qu'elle n'était pas prête à faire sans énoncer les résultats politiques et économiques recherchés. Il y a pourtant urgence à les définir, en dialoguant avec les Ukrainiens, car selon Stéphanie Babst, Poutine va vite déclarer sa victoire au Dombass et organiser un référendum pour l'intégration dans la fédération russe ; il faudra bien alors que l'Europe élabore une réponse politique et juridique et envisage une durable guerre froide.

Hubert Védrine diverge fortement des orateurs précédents et notamment de Daniel Fried en restituant à l'Histoire son incertitude : la stratégie de main tendue aux Russes n'était pas nécessairement vouée à l'échec. Au début des années 1990, Kissinger ou Brzezinski étaient hostiles à l'élargissement de l'Otan et méfiants à l'égard de l'*hubris* des jeunes diplomates qui croyaient à la fin de l'histoire et au triomphe définitif de la démocratie. S'il y a eu aveuglement, c'est moins celui des Kissinger et Brzezinski que celui de ces jeunes qui ont traité la Russie comme une puissance négligeable et n'ont pas su analyser l'échec occidental en Irak. Aussi bien Hubert Védrine juge très imprudente la déclaration du sommet de l'Otan à Bucarest le 3 avril 2008 où l'on se félicita du désir de l'Ukraine et de la Géorgie d'entrer dans les relations euro-atlantiques sans se demander comment leur assurer une protection. S'il est convaincu – comme tous – qu'il faut assurer le triomphe de l'Ukraine, il juge donc illusoire d'imaginer abattre la Russie ou la transformer en social-démocratie scandinave. Il faudra bien coexister avec une Russie illibérale. Et comme il ne croit pas non plus que les Ukrainiens puissent accepter l'amputation de leur territoire, il y aura un abcès qui nécessitera un renforcement de l'Europe auquel les Européens ne sont pas tous prêts. La position qu'il préconise est celle actuellement menée par Macron, Draghi et Scholz d'un soutien maximum à l'Ukraine sans cobelligérance et sans aller jusqu'au martyre du dernier Ukrainien ; et

aussi du maintien du contact avec Poutine, qui, alors même qu'il ne serait pas efficace, en tout cas ne saurait nuire.

Gabrieliūs Landsbergis note que les pays baltes ont tout fait pour apaiser les relations avec la Russie, notamment en 1997 lors des accords de partenariat et de coopération UE-Russie. Le bilan de cette main tendue a été maigre. L'enjeu désormais dépasse l'Ukraine puisque Poutine cherche une refonte de l'ordre mondial. Il est donc urgent de cesser de se flageller et de répondre au défi, quand bien même cette politique serait impopulaire parmi les citoyens et rejetée par une partie importante du monde.

ÉTAT PRÉSENT

LA 3^E TABLE RONDE INTITULÉE « UKRAINE : NAISSANCE D'UNE NATION, LEÇONS D'UNE RÉSISTANCE »

Après l'enquête sur les causes, vient l'analyse du présent. La troisième table ronde fit une large place à l'émotion portée par des témoins directs. Le titre même de la table ronde fut contesté et interprété comme un déni de l'Ukraine puisque les Ukrainiens ne se considèrent pas comme une nation émergente mais comme une vieille nation.

Modéré par Laure Mandeville, le débat réunit le philosophe Constantin Sigov, directeur du Centre européen de l'Académie Mohyla de Kiev, le philosophe Pascal Bruckner et Arielle de Rothschild, associée chez Rothschild and Co et présidente de l'ONG Care International, réseau de solidarité lors de catastrophes naturelles ou de conflits ; intervinrent aussi comme témoins Roman Sigov, fils du précédent, sociologue, résistant ukrainien et fixeur des journalistes sur le front ukrainien et Aleksander Pavlov, journaliste d'origine russe établi en Ukraine depuis 19 ans, correspondant militaire.

La table ronde étudia la modification récente de la carte mentale des Européens. Après avoir longtemps regardé l'Ukraine avec indifférence comme un satellite de la Russie, adhérant ainsi à la lecture impériale russe, voire après avoir repris la représentation d'une Ukraine antisémite et collaborationniste, les Européens en suivent passionnément depuis des mois la résistance. « Le monde entier a appris qui sont les Ukrainiens et ce qu'est l'Ukraine. Plus personne ne dira : c'est quelque part par-là, du côté de la Russie » a déclaré le

président Volodymyr Zelensky lors de la célébration de l'indépendance ukrainienne le 24 août 2022². Ce mouvement d'émancipation ne va pas sans une douloureuse colère ; plusieurs des participants rappelèrent que leur famille était pour partie russe et pour partie ukrainienne ; langues et cultures étaient hybrides quoique l'hybridité ait été inséparable d'une domination russe. Le moment n'est pas venu assurément de plaider auprès des Ukrainiens la valeur de la culture russe qu'ils eurent en partage mais la douleur de la déchirure chez les participants montre le long travail que nécessitera l'addition des héritages.

Dans la mutation récente du regard occidental sur l'Ukraine, il s'agit aussi de plus que l'Ukraine : comme le montrèrent Sigov et Bruckner, sont en jeu le jugement longtemps retardé sur le communisme mais aussi la délimitation des frontières européennes.

Constantin Sigov s'avoue blessé par l'indulgence des élites françaises pour Poutine et par l'appel du Président Macron en mai à ne pas « 'humilier' la Russie ». Comme depuis trente ans il travaille aux échanges culturels avec la France, il est bien placé pour dire l'enjeu européen de la guerre : le totalitarisme soviétique n'a pas fait comme le nazisme l'objet d'un jugement. C'est ce point que Pascal Bruckner développe par une analyse fouillée du livre de Vassili Grossman *Vie et destin* (1962). Grossman est de ceux qui connaissent le mieux l'Ukraine et la Russie et la nature du régime communiste. Né en 1905 à Berditchev dans la partie de l'empire soviétique aujourd'hui ukrainienne, il est envoyé comme correspondant de guerre en août 1942 couvrir la bataille de Stalingrad, avant de découvrir en 1943 l'ampleur des massacres des Juifs en Ukraine, puis en 1944 les camps d'extermination. Décoré et lieutenant-colonel au sortir de la guerre, il tire de son expérience un roman tolstoïen, *Vie et destin*, achevé en 1962 et saisi aussitôt par le KGB. Profondément affecté, Grossman meurt en septembre 1964.

Le roman est donc considéré comme définitivement perdu. Dans les années 1970, pourtant, des brouillons miraculeusement conservés sont sortis d'URSS grâce à des microfilms d'Andreï Sakharov. Le roman est enfin publié en Suisse en 1980 et, grâce à la Glasnost, en Russie en 1989. L'intérêt de ce récit dont les personnages nous mènent dans Stalingrad assiégée et jusqu'à Treblinka en suivant l'armée rouge, est de mettre en lumière la convergence masquée des

idéologies nazie et communiste qui, comme le montre Bruckner, s'affrontent dans une rivalité mimétique ; le fanatisme de la race et celui de la classe sont pourvoyeurs jumeaux de massacres. Aussi bien le livre de Grossman nous permet de ne pas nous laisser abuser par la comédie de démocratie russe jouée par Eltsine et de concevoir, après Custine, l'histoire russe comme un élargissement de la servitude, rendu possible par le sommeil des démocraties. Aussi bien, conclut Bruckner, il y a une « frontière de civilisation » entre la Russie et l'Europe comme il y a une frontière entre la Turquie et l'Europe. Le rêve slavophile d'une Russie, Christ des nations, véhiculé par Soljenitsyne s'est mué en cauchemar antisémite et nihiliste. En désaccord avec Mathieu Bock-Côté qui de *Conversations en Conversations* reprend le mantra de la décadence de l'Occident, Bruckner croit à la capacité de résilience des démocraties occidentales, devant la brutalité de l'agression.

Le débat se poursuit par une réflexion introduite par Arielle de Rothschild sur la situation économique de l'Ukraine. Avec Bruckner elle partage l'inquiétude sur l'avenir : si le 24 février a été un Pearl Harbour, le risque est grand que l'émotion se transforme en soufflé compassionnel prompt à retomber, d'autant que les sanctions se montrent peu efficaces.

Cette inquiétude sur l'efficacité des sanctions et la durée de l'engagement européen ne peut qu'être aggravée par la faiblesse du soutien qu'obtiennent les Occidentaux auprès du reste du monde.

ANATOMIE DE LA CRISE VUE DE CHINE ET D'AMÉRIQUE LATINE

Le dernier Panel du 8 juillet intitulé « Anatomie de la crise vue de Chine et d'Amérique latine », animé par Isabelle Lasserre, rédacteur en chef adjointe du service étranger du *Figaro*, correspondante en Russie et reporter de guerre pendant 15 ans, fut l'occasion de donner la parole à Yiwei Wang, directeur de l'Institut d'affaires internationales et directeur du Centre d'études européennes à l'Université Renmin de Chine. Il avait été précédemment diplomate dans la mission chinoise auprès de l'Union européenne. Rien, dans la bouche de ce fin connaisseur de l'Europe, ne s'écarte du point de vue officiel du gouvernement chinois, soucieux surtout de repousser toute comparaison entre le conflit Russie-Ukraine et la tension entre la Chine et Taiwan. Dans les sanctions contre la Russie, Yiwei Wang

voit – sans surprise – la manifestation de la volonté de domination du monde occidental.

Le soutien reçu par les Occidentaux de l'Amérique latine n'est pas plus assuré, comme le montre Nicolás de Pedro, Senior Fellow à The Institute for Statecraft à Londres où il travaille sur les questions relatives à la Russie, après avoir été consultant pour le Parlement européen et avoir participé à des missions d'observation électorale pour l'OCDE en Russie (2011), Kirghizistan (2009, 2010), Tadjikistan (2010) et Ukraine (2010, 2014). Tout en soulignant la diversité des positions en Amérique du Sud, il attribue le peu de soutien à l'Ukraine au ressentiment de la gauche à l'égard des États-Unis mais aussi à l'investissement massif de la Russie pour agir sur l'opinion en Amérique latine, notamment par les réseaux sociaux et par la chaîne RT (l'ex Russia Today) diffusée en espagnol, très écoutée depuis 2009 ; en complément la Russie cherche aussi à toucher les hispanophones aux États-Unis. La question avait déjà été allusivement abordée dans les tables rondes précédentes ; elle souligne la faiblesse du *soft power* occidental (qu'on aurait pu montrer aussi en Afrique) et la nécessité d'un fort investissement des Occidentaux dans les médias et les réseaux sociaux.

L'AVENIR : QUE FAIRE ? DÉFENDRE L'UKRAINE, RECONSTRUIRE L'EUROPE, VAINCRE LE POUTINISME

La journée du 9 juillet fut ouverte par Jean Morin, Président du Département de la Manche depuis 2021, qui souligna le caractère volatile et difficile de la situation pour la France qui était en Russie le troisième investisseur. Christoph Franz, Chairman du Laboratoire Roche, dit lui aussi sa surprise devant l'attaque et la nécessité d'une aide humanitaire. Denise Bauer, Ambassadrice des États-Unis en France, évoqua par vidéo la nécessité dans l'immédiat de sanctions et d'aide militaire et à plus long terme d'un nouveau plan Marshall. Ce que tous trois ont en commun, c'est la vive conscience de l'ampleur de l'aide à apporter après les mesures urgentes de soutien humanitaire et militaire.

LA 4^E TABLE RONDE : « QUELLE RÉPONSE DES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES FACE À LA GUERRE ? »

C'est précisément sur cette réponse des démocraties européennes face à la guerre que la quatrième table ronde invitait à réfléchir.

Modéré par Dana White qui fut en 2017-2018 porte-parole du département américain de la Défense (elle démissionna lors du départ du Général Mattis), le débat fut initié par Andrew Michta, Doyen du College of International and Security Studies, George C. Marshall Center à Garmish, politologue, spécialiste des questions de sécurité et par Nicola Beer, allemande, membre du parti libéral-démocrate, député au Bundestag de 2017 à 2019, députée européenne dans le groupe Renew europe depuis 2019 et vice-présidente du Parlement européen ; tous deux insistèrent sur la nécessité de soutenir l'Ukraine par le financement et les armes (point de vue très consensuel chez tous les participants) mais ne cachèrent pas les tensions entre Européens, que Michta attribue à leur inégale proximité du front. Cette inquiétude des pays voisins de la Russie (dont l'intervention vidéo de Morawiecki peu après devait donner l'exemple), se comprend d'autant mieux que l'Europe est militairement faible si bien qu'elle aura besoin du parapluie américain durant encore 5 à 10 ans ; Andrew Michta souligne que l'intégration de l'Ukraine modifiera les équilibres européens en renforçant la puissance de l'Union ; l'économie russe ne représente qu'un quart de l'économie allemande. Ce qu'il faut redouter surtout c'est donc la fatigue des citoyens – sans s'égarer, conclut-il, dans le débat sur la nature fédérale ou pas de l'Union européenne, discussion qui n'aide pas à penser l'effort nécessaire de reconstruction.

Cet égarement ne fut pas évité au regret de Andrew Michta et de Nicola Beer par les autres participants au débat ; Mathieu Bock-Côté, sociologue québécois, éditorialiste influent dans les médias français, notamment Cnews où il a remplacé Eric Zemmour, le *Figaro*, Europe 1, pourfendeur infatigable du multiculturalisme, du racisme, du wokisme... s'en prit à la décadence de l'Occident qu'on qualifie à tort selon lui de « libre » – avant de vitupérer sur une intégration européenne qu'une partie de la population refuse.

François-Xavier Bellamy, philosophe et essayiste, député européen depuis 2019 affilié au Parti populaire européen, s'il admet que la guerre révèle l'aveuglement d'une Europe qui a cru à la paix perpétuelle, refuse vigoureusement de se faire l'apôtre de la repentance ; mais à l'inverse de Nicola Beer, il ne veut pas d'une Europe qui serait une fédération allemande élargie ; la devise de l'Europe n'est pas « e pluribus unum » mais « unie dans la diversité ». Au demeurant, comme le souligne Georges d'Harcourt dans la

discussion, l'Europe n'a guère d'armée, sa force ce sont les nations. Le débat aurait mérité une Conversation entière, dans la continuité de la réflexion sur l'Europe-puissance lancée par Alain Juppé.

Suivit une conversation sur le futur de l'Otan entre le Général James Mattis, ancien secrétaire d'État à la Défense américaine de janvier 2017 à janvier 2019, puis démissionnaire en raison de ses désaccords avec le Président Trump, et l'Amiral Edouard Guillaud, chef d'État-major particulier du Président de la République Nicolas Sarkozy de 2006 à 2010 puis chef d'État-major des armées de 2010 à 2014. La discussion, modérée par Uriel Epshtein, directeur exécutif de Renew Democracy Initiative, était facilitée puisque ces deux officiers ont travaillé ensemble sous la bannière de l'Otan. Leur dialogue montre à quel point l'Otan est une alliance militaire, et non politique, et qui repose sur d'incessants compromis. Le Général Mattis anticipe un avenir de sang et de larmes, l'Amérique est lasse de servir de sheriff du monde depuis 1945 et de sacrifier de jeunes Américains pour une Europe riche et passive ; l'Amiral Guillaud, s'il reconnaît que les Européens se sont beaucoup reposés sur les États-Unis, rappelle les efforts du Royaume-Uni et de la France : un tiers de la puissance française a été donné à l'Ukraine et l'arrivée de la Pologne et des pays baltes a marqué un réveil de l'Europe. Il fait l'éloge du dialogue interne à l'Otan : l'échange de services face à des ennemis communs, le progrès de la connaissance réciproque, l'établissement de méthodes de travail partagées, sont de précieux acquis quoique la réactivité de l'Otan soit faible face à l'improbable, que les membres soient hétérogènes- et que l'Otan n'ait pas de troupes à soi sauf les avions AWAC... On est loin en tout cas dans ce dialogue du diagnostic d'une mort cérébrale de l'Otan, signe du chemin parcouru en quelques mois.

LA 5^E TABLE RONDE : « NI PAIX NI GUERRE, PROPAGANDE OU VÉRITÉ : UN DÉFI MAJEUR POUR NOS DÉMOCRATIES »

Cette table ronde modérée par Katja Gentinetta, philosophe politique et journaliste suisse, membre du Comité international de la Croix-Rouge, revient sur le renforcement nécessaire du *soft power* occidental et sur la « faiblesse du vrai » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Myriam Revault d'Allonnes. Elle donna la parole à des intervenants très divers : Antoine de Romanet, Évêque aux armées françaises, Alex Romero, espagnol, ingénieur, cofondateur de

Constella Intelligence, une société de protection sur les risques data ; M. Moysenko, journaliste ukrainienne ; Mikhaïl Zygar, journaliste, cinéaste russe, fondateur et rédacteur en chef de la chaîne russe Dojd (ou Dozhd, la pluie en russe), media indépendant créé en 2010, mis sur la liste des agents de l'étranger le 2 mars 2022 et qui cessa d'émettre – mais qui a recommencé en juillet 2022 à émettre depuis la Lettonie.

Mikhaïl Zygar, actuellement à Berlin, est l'auteur de deux ouvrages traduits en français directement en lien avec le thème de la table ronde : *Gasprom, l'arme de la Russie*, Actes sud, 2008, et *Les hommes du Kremlin*, Le cherche midi, 2018 (interviews clandestines). Il suit la montée de la propagande russe depuis dix ans. Poutine, prenant acte qu'il n'obtiendrait pas le soutien de la population éduquée, s'est tourné vers les valeurs traditionnelles et à partir de 2012 a organisé une campagne de propagande massive sur les ondes. La bureaucratie s'est mise à croire à sa propre propagande ; quant à ceux même qui n'y adhèrent pas, ils se laissent aller à douter, d'où un cynisme généralisé.

La journaliste M. Moysenko donne un exemple de détournement d'image par la propagande dont la force tient à la répétition incessante des mêmes thèses : l'Ukraine fait partie de la nation russe et donc ne peut avoir un État souverain ; le Maidan fut un coup d'État.

Reste à savoir comment lutter. À plusieurs reprises dans les tables rondes précédentes on a signalé l'isolement de l'Occident dans ce combat. Zygar croit au caractère éphémère de l'hystérie nationaliste née de la pression médiatique parce que la jeunesse a de multiples sources d'information – optimisme que ne partage pas Alex Romero qui rappelle que le déclin de la confiance mondiale est antérieur au Covid-19 et renvoie au livre de Michiko Kakutani, (lauréate du prix Pulitzer de la critique en 1998), de 2018, *The Death of Truth. Notes on Falsehood in the Age of Trump*. Kakutani fait le lien entre le postmodernisme et les post-vérités. Les *fake news* ne sont pas un phénomène éphémère. En s'appuyant sur une méthode d'analyse de la fréquence des termes dans les réseaux, Romero montre la force de la propagande russe qui a ciblé l'Ukraine dès l'été 2021 et qui est efficace notamment dans les BRICS. La lutte contre cette propagande requiert une stratégie multiforme : il faut à la fois supprimer les contenus erronés, adapter les algorithmes, rechercher les auteurs,

couper les recettes publicitaires, favoriser l'éducation et la presse indépendante afin de créer cette réalité partagée que Hannah Arendt voyait comme le parapet contre le totalitarisme. Ambitieux programme dont il signale aussitôt les limites : il est vain d'imaginer éduquer les zélotes des *fake news*, mais on peut espérer rallier ceux qui peinent à distinguer la vérité et la fiction. Les directives européennes d'interdiction de certains médias et la multiplication des *fast-checkers* sont un pas dans la bonne direction.

Avec Antoine de Romanet on élargit la perspective temporelle à la crise de l'Occident depuis les Lumières ; il retrouve ici le cri d'alarme de Soljenitsyne dans son discours à Harvard, souvent cité dans les Conversations. L'Occident en proclamant le triomphe de la raison se serait asphyxié spirituellement. Ce procès des Lumières est un lieu commun ancien, mis aujourd'hui au service de causes diverses parfois dangereuses – tout comme l'idée de la décadence morale de l'Occident. Reste la remarque profonde que les affrontements contemporains incluent à la fois le militaire et le spirituel – et que la notion même de guerre change de contenu : le pape François, cité par Antoine de Romanet, avait évoqué à Sarajevo dans une homélie du 7 juin 2015 « une troisième guerre mondiale livrée par morceaux ». La guerre aujourd'hui n'a plus de début – la Russie ne mène qu'une « opération spéciale » sans déclaration d'hostilité ; elle n'a plus de champ de bataille circonscrit puisque la propagande étend le combat aux dimensions de l'univers. Dans cette guerre nouvelle, la résistance est d'abord spirituelle : que veut dire mourir pour un pays ou pour une valeur, en quoi croit-on ? territoire, langue, culture, destin commun ? L'individualisme contemporain met en péril la défense commune. Antoine de Romanet finit sur une belle formule, « la fraternité ou la mort devient incontournable³ ». C'était un mot d'ordre de la Révolution...

Suit une conversation de Laure Mandeville avec Mikhaïl Khodorkovsky qui a bien connu Poutine et qui réside désormais à Londres ; ce dernier avait déjà participé aux rencontres précédentes. Comme plusieurs des participants russes ou ukrainiens, l'invasion de l'Ukraine est pour lui une blessure intime : rien ne séparait avant le 24 février ses parents nés à Moscou et ses grands-parents nés en Ukraine. L'agression ne tient pas pour autant à ses yeux du hasard tant il est clair que Poutine a pour stratégie de lancer une guerre chaque fois que sa popularité tombe : 1999, 2008, 2014, 2022. Aussi

bien les étapes suivantes sont déjà programmées : guerre dans les pays baltes puis déstabilisation des Balkans... Il est donc vain de s'échiner à ne pas humilier Poutine comme l'ont prôné Kissinger puis Macron, on ne négocie avec un bandit qu'en position de force et il est vain aussi de compter sur une révolte du peuple russe en l'absence d'élections libres et de soutien extérieur ; seule la défaite pourrait ébranler un pouvoir dictatorial. L'agression n'a du reste pas pour seule cause la perversité de Poutine ; elle s'enracine dans la nécessité pour la Russie centralisée de se chercher un ennemi afin de se conforter dans son identité ; seule la décentralisation (stoppée par Eltsine) aurait pu casser ce mécanisme par lequel la Russie se sent toujours attaquée. Les Conversations n'ont fait que brièvement allusion à la permanence d'une idéologie slavophile qui se nourrit de l'hostilité à un Occident jugé corrupteur et qui remonte au XIX^e siècle. Peut-être aurait-on pu saisir l'occasion d'une distance critique avec les discours européens sur la crise de la démocratie libérale, la bureaucratie bruxelloise, la perte des valeurs traditionnelles tant il est clair qu'ils sont l'aliment de la machine de propagande russe...⁴. Pas moins utile ne serait une distance critique avec le discours slavophile, quelque admiration qu'on ait pour l'éloquence de Soljenitsyne à Harvard.

LA 6^E TABLE RONDE INTITULÉE : « RUSSIE-EUROPE : COMMENT SORTIR DE LA GUERRE DE CENT ANS »

Cette dernière table ronde modérée par Benjamin Haddad, député LRM de Paris, rassemblait Mikhaïl Zigar, l'historienne Olesya Khromeychuk directrice de l'Institut ukrainien de Londres, originaire de Lviv, et deux acteurs politiques majeurs de la politique internationale : Pavel Fischer, qui après avoir servi auprès de Vaclav Havel en tant que chef des Affaires politiques entre 1999 et 2003, fut Ambassadeur en France et à Monaco (de 2003 à 2010), puis Directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères à Prague (2010-2013). Élu au Sénat en 2018, il préside le Comité des Affaires étrangères. Pierre Lellouche, député de 1993 à 2009, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes en 2009, puis de novembre 2010 au 16 mai 2012, secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur sous la présidence de Nicolas Sarkozy et de nouveau député de 2012 à 2017⁵, a présidé l'assemblée de l'Otan en 2004-2006.

L'inquiétude qu'ils partagent est celle d'une escalade nucléaire, déjà évoquée par le Général Mattis et l'Amiral Guillard – Le Général Mattis avait déjà rappelé que les Russes avaient fait exploser deux bombes nucléaires tactiques dans années 1980. Zygar juge cette escalade probable tant Poutine désire créer le chaos. Pavel Fischer souligne le rôle de l'église orthodoxe dans la montée aux extrêmes. L'église orthodoxe exerce une forme de sacerdoce nucléaire en diffusant une pastorale apocalyptique⁶. Pour sortir la Russie de son aveuglement, il faudrait selon lui à la fois des tribunaux pour condamner les criminels et un gel des avoirs russes en vue de la reconstruction.

Le plus prudent dans l'appel aux armes est sans doute Pierre Lellouche qui rappelle que la guerre n'est pas déclarée entre la Russie et l'Otan et qu'il faut se garder de se laisser entraîner par le flux des images et l'émotion de l'opinion publique vers une escalade militaire immaîtrisable qui résulterait du jeu des alliances et des revendications territoriales ; les sanctions n'ont guère pénalisé les Russes qui tirent des revenus considérables de la vente du pétrole et du gaz et les politiques n'ont pas jusqu'à présent dit à l'opinion le prix à payer pour le conflit. Nos gouvernants ont la mémoire courte. P. Lellouche rappelle ce que fut le cataclysme de 1914 en utilisant le livre de l'historien australien Christopher Clark, *Les somnambules. Été 1914, comment l'Europe a marché à la guerre* (Flammarion 2013). Clark montre combien les gouvernements et les diplomates de Russie et de France, soutiens du nationalisme serbe, ont mal évalué les forces en présence si bien que leur aveuglement déclencha un « cataclysme » alors que la guerre n'était pas inéluctable. L'analogie historique donne à penser. On objectera que le livre remarquable de Clark fut critiqué pour avoir minoré le poids de la politique belliqueuse de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne – ce qui nous ramène à la question qui a couru tout au long de ces Conversations sur la nature belliqueuse de l'autocratie poutinienne. Et sur la nécessité, après le fracas des armes, de reconstruire et d'œuvrer à l'avenir de la liberté.

*À tous les repas pris en commun, nous invitons la liberté à s'asseoir.
La place demeure vide, mais le couvert reste mis.*

René Char, *Fureur et mystère. Feuilles d'Hypnos*.

NOTES

- [1] Voir *The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville*, vol XXXIX, n° 2-2018, p. 197-204 ; vol. XL , n° 2-2019, p. 365-376 ; Vol. XLII n° 2, 2021, p. 121-132.
- [2] Voir Anna Colin Lebedev, *Jamais frères*, Seuil, septembre 2022.
- [3] Voir le développement de cette idée par Antoine de Romanet dans *La Vie*, le 13 novembre 2020. <https://www.lavie.fr/idees/debats/jean-christophe-fromantin-et-antoine-de-romanet-la-fraternite-ou-la-mort-68849.php>
- [4] Sur la continuité de Poutine avec l'histoire russe, voir Françoise Thom, *La marche à rebours, Regards sur l'histoire soviétique et russe*, Sorbonne Université Presses, 2021.
- [5] Voir ses publications : *L'Allié indocile : la France et l'OTAN, de la guerre froide à l'Afghanistan*, Éditions du Moment, 2009 ; *Mondialisez-vous : Manifeste pour une France conquérante*, Éditions du Moment, 2012 ; *Une guerre sans fin*, Éditions du Cerf, 2017.
- [6] Pavel Fischer renvoie ici à Dmitri Adamski, *Russian Nuclear Orthodoxy. Religion, Politics and Strategy*, trad Stanford University Press, 2019.

RÉSUMÉ

Les Conversations Tocqueville se proposent de faire dialoguer ensemble des hommes politiques, des universitaires, des responsables de fondations, principalement européens et américains. Les Conversations 2022, fidèles au souci d'aborder les enjeux contemporains dans un esprit tocquevillien, ont porté sur la guerre en Ukraine que Moscou présente comme une guerre de civilisation contre les démocraties libérales de l'Occident. Les interventions suivirent la chronologie de la guerre : d'abord les causes de la catastrophe qui incluent à la fois la nature du régime soviétique et la responsabilité éventuelle de l'Occident par ses provocations, ses aveuglements ou ses renoncements, puis la réflexion sur l'état présent et enfin les perspectives d'avenir, diplomatiques et militaires.